



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 septembre 2021  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

### **Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-onzième session (6-10 septembre 2021)**

#### **Avis n° 24/2021 concernant Steven Donziger (États-Unis d'Amérique)\***

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 3 février 2021, conformément à ses méthodes de travail<sup>1</sup>, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement des États-Unis d'Amérique une communication concernant Steven Donziger. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
  - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
  - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
  - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
  - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

\* Conformément au paragraphe 5 des méthodes de travail du Groupe de travail, Miriam Estrada-Castillo n'a pas participé aux délibérations sur la présente affaire.

<sup>1</sup> A/HRC/36/38.



e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

##### a. Contexte

4. Steven Donziger, de nationalité américaine, est né en 1961. Avocat, il réside habituellement à New York. Accusé d'atteinte à l'autorité de la justice, M. Donziger est assigné à résidence avant jugement depuis le 6 août 2019.

5. Selon les informations reçues, en février 2011, un tribunal équatorien a jugé l'entreprise Chevron Corporation responsable de graves atteintes à l'environnement et à la santé dont ont pâti la forêt amazonienne et les communautés vivant dans la région entre 1964 et 1992. Le tribunal a notamment établi que, pendant des décennies, par souci d'économie, la Chevron Corporation avait volontairement déversé des milliards de litres de déchets pétroliers sur les terres ancestrales des peuples autochtones.

6. La Chevron Corporation aurait été condamnée à payer 19 milliards de dollars pour réparer les dommages, somme ensuite ramenée en appel à 9,4 milliards de dollars. Le jugement prononcé contre l'entreprise a été confirmé sur le fond, ou à des fins d'exécution, par la Cour suprême de l'Équateur, ainsi que par la Cour suprême du Canada.

7. La source précise que, pour éviter de payer des dommages-intérêts, la Chevron Corporation a transféré ses actifs à l'étranger pendant le procès, ce qui a conduit les plaignants à demander des mesures d'exécution dans d'autres pays. Les dirigeants de l'entreprise auraient menacé les demandeurs de leur faire des procès jusqu'à la fin de leurs jours s'ils n'abandonnaient pas les poursuites et ont promis que la Chevron Corporation « arrêterait de se battre le jour où les poules auraient des dents ».

8. La source rapporte que, quelques jours avant la décision rendue en première instance par le tribunal équatorien en février 2011, la Chevron Corporation a intenté auprès du tribunal fédéral du district sud de New York, en vertu de la loi RICO (Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act), une action en justice contre tous les plaignants cités dans l'action engagée en Équateur, leurs avocats – dont M. Donziger – ainsi que la principale organisation non gouvernementale représentant les communautés, et plusieurs experts. L'entreprise les a accusés d'avoir obtenu gain de cause par des moyens frauduleux.

9. La Chevron Corporation aurait eu recours à des procédures administratives accessibles devant les tribunaux fédéraux américains pour que l'affaire de racket soit confiée à un juge qui avait eu à connaître d'une affaire connexe de production de documents. Selon la source, au cours de ce procès, le juge K. n'a pas « caché son mépris » pour M. Donziger et a laissé entendre à l'audience que l'action engagée contre la société n'était « rien de plus qu'une escroquerie cynique ». Il semblerait également qu'il ait fait savoir aux avocats de l'entreprise qu'il les appuierait s'ils intentaient une action pour racket contre M. Donziger.

10. Selon la source, dans un premier temps, la Chevron Corporation a engagé contre M. Donziger une action en dommages-intérêts, lui réclamant environ 60 milliards de dollars. Cette action donnait à M. Donziger le droit à un procès avec jury. Cependant, deux semaines avant la date prévue pour l'ouverture du procès, l'entreprise a renoncé à ses demandes de dommages-intérêts. De ce fait, la présence d'un jury n'était plus fondée juridiquement. Aussi l'établissement des faits a-t-il été laissé à la seule appréciation du juge K.

11. Il est rapporté que, pendant le procès, le juge K. a refusé aux défenseurs la possibilité de présenter des preuves scientifiques des activités polluantes et des malversations présumées de la Chevron Corporation en Équateur, dont les résultats de tests effectués sur 64 000 échantillons chimiques. Le juge K. a également refusé d'examiner ou de prendre en compte les éléments de preuves retenus par les tribunaux équatoriens pour rendre leur verdict.

Cependant, il a autorisé l'entreprise à citer des témoins « secrets » et anonymes qui n'ont pu faire l'objet d'un véritable contre-interrogatoire en raison de prétendues menaces pour leur sécurité. En outre, le juge K. a permis à la Chevron Corporation de présenter un témoin qui a concédé que l'entreprise lui versait une « indemnité » mensuelle d'un montant équivalant à vingt fois son ancien salaire.

12. En 2014, le juge K. a statué que M. Donziger avait commis des actes relevant de la définition du « racket » ou y avait participé. Des mesures relevant de l'« extorsion », comme la mobilisation de célébrités, une action de lobbying auprès des autorités, une campagne de désinvestissement et une stratégie médiatique pilotée par des ONG, auraient ainsi été prises pour faire pression sur la Chevron Corporation. Le juge K. a interdit l'exécution du jugement équatorien aux États-Unis et saisi à titre préventif tout « profit » que pourrait personnellement tirer M. Donziger, en tant qu'avocat, de l'application dudit jugement. Il a ordonné que M. Donziger cède à l'entreprise tous les biens pouvant être en lien avec le jugement rendu en Équateur qu'il possédait ou pourrait acquérir ultérieurement.

13. Selon les informations reçues, en 2018, peu après que l'exécution du jugement a été autorisée au Canada, y compris par une décision de la Cour suprême canadienne favorable aux clients de M. Donziger, la Chevron Corporation a intenté une action en production de documents après jugement et atteinte de nature civile à l'autorité de la justice devant le juge K. L'action pour outrage se fondait sur l'allégation selon laquelle des fonds que M. Donziger avait levés auprès de donateurs ou d'investisseurs pour soutenir l'exécution du jugement, et qu'il avait versés à des avocats à titre de frais ou d'honoraires, devaient être considérés comme un « profit » tiré de l'exécution du jugement, même si les montants alloués par le jugement en question n'avaient pas encore été versés. L'action en production de documents engagée par la Chevron Corporation avait également pour but d'exiger que lui soient livrées des informations confidentielles sur l'ensemble des actifs de M. Donziger et de son épouse afin de déterminer si l'intéressé s'était conformé à une condamnation aux dépens d'un montant de 800 000 dollars, prononcée à l'issue du procès pour racket dont le jugement fait actuellement l'objet d'un recours. Le juge a exigé de M. Donziger qu'il remette tous ses appareils électroniques à un expert légiste et qu'il lui communique les mots de passe de tous ses comptes en ligne, pour examen par la Chevron Corporation.

14. M. Donziger a adressé au juge K. une lettre expliquant qu'il ne saurait obtempérer aux décisions rendues, parce que cela donnerait à la Chevron Corporation l'accès à des documents confidentiels et protégés par le secret professionnel, et a demandé au tribunal l'autorisation de s'accuser volontairement d'atteinte de nature civile à l'autorité de la justice pour pouvoir se pourvoir en appel. Il a expliqué que ses obligations morales envers ses clients l'empêchaient de remettre ses téléphones et ordinateurs, car cette exigence paraissait ne pas respecter de multiples protections juridiques garanties par le droit américain et international et mettrait la vie de ses clients en danger. M. Donziger a également assuré à plusieurs reprises au tribunal qu'il se plierait à toutes les demandes de production de documents s'il ne parvenait pas à obtenir réparation en appel.

15. Le 23 mai 2019, le juge K. aurait déclaré M. Donziger coupable d'atteinte de nature civile à l'autorité de la justice, d'une part pour n'avoir pas respecté le protocole et diverses décisions, et notamment pour n'avoir pas transféré assez rapidement ses droits, titres et intérêts liés au procès qui s'était tenu en Équateur, que l'intéressé affirme pourtant avoir transférés et, d'autre part, pour ne pas avoir transféré à la Chevron Corporation les fonds fournis par des investisseurs tiers pour financer la défense des communautés concernées.

16. M. Donziger aurait choisi d'exercer son droit de faire appel de cette décision en s'accusant volontairement d'atteinte de nature civile à l'autorité de la justice plutôt que de remettre son matériel électronique et ses comptes aux experts légistes. Le juge K. a alors rédigé l'acte d'accusation pour atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice contre M. Donziger et renvoyé l'affaire au Bureau du Procureur des États-Unis pour le district sud de l'État de New York, qui a refusé d'engager des poursuites. Le juge K. a pris la décision prétendument exceptionnelle d'engager un cabinet juridique privé qui a par la suite admis se trouver en situation de conflit d'intérêts, la Chevron Corporation ayant fait appel à lui en 2018 pour entamer des poursuites en tant que partie lésée contre M. Donziger dans l'affaire d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice.

17. Selon la source, le juge K. a également choisi une juge de district principale, la juge P., qu'il a saisie de l'affaire pénale, contrevenant prétendument ainsi à la règle 16 des Règles d'attribution des affaires entre les juges de district, district sud, s'inscrivant dans les Règles locales des tribunaux de district des États-Unis pour les districts sud et est de New York, laquelle dispose que « le comité d'attribution doit transférer l'affaire par tirage au sort ».

b. Détention

18. La source rapporte que, le 6 août 2019, la juge P. a ordonné que M. Donziger remette son passeport, porte un dispositif de surveillance électronique à la cheville et soit assigné à résidence. Elle a invoqué comme motif d'assignation à résidence avant jugement de l'intéressé le risque de fuite, en particulier parce que celui-ci avait déjà refusé d'obtempérer à des « ordonnances judiciaires » non spécifiées et qu'il avait l'habitude de se rendre en Équateur.

19. Entre septembre 2019 et janvier 2020, M. Donziger a demandé à plusieurs reprises le réexamen de cette condamnation, en faisant notamment valoir : a) que l'appel qu'il avait formé contre l'ordonnance judiciaire était transparent et conforme à une stratégie légitime en matière de recours ; b) qu'il s'était conformé à des centaines d'ordonnances tout au long du traitement de l'affaire de racket, y compris à celle l'obligeant à déposer sous serment dix-neuf jours durant avant son procès, fait sans précédent ; c) qu'il lui était indispensable de se rendre en Équateur pour mener ses activités de défenseurs de droits de l'homme et représenter ses clients ; d) qu'il était de son plein gré rentré d'un voyage à l'étranger pour répondre des accusations d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice portées contre lui ; et e) qu'il était invraisemblable de prétendre qu'il pourrait abandonner sa femme, son jeune fils et sa vie aux États-Unis et s'exposer à une accusation de délit de fuite et à une vie de fugitif recherché dans le monde entier pour éviter d'être jugé pour des délits mineurs. En décembre 2019, le tribunal a refusé de réexaminer les conditions de sa détention. M. Donziger a fait appel de l'ordonnance de détention avant jugement, lequel a été rejeté le 18 février 2020 par une ordonnance composée d'une seule et unique phrase.

20. À la date de la soumission de la communication de la source, M. Donziger était retenu à son domicile depuis plus de cinq cents jours, alors que s'il devait être condamné, la peine de prison maximale encourue serait de six mois, et que la peine maximale infligée pour des chefs similaires était de trois mois d'assignation à résidence. Le 18 mai 2020, la juge P. aurait rejeté la demande d'un procès avec jury formulée par M. Donziger, au motif que la peine maximale encourue était de six mois d'incarcération ou d'une amende de 5 000 dollars.

21. Selon la source, le procès a été reporté à plusieurs reprises pour des raisons sanitaires et sécuritaires liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

c. Analyse juridique

22. La source affirme que les normes internationales relatives au droit à un procès équitable ont été enfreintes. Dans ce contexte, la source fait valoir que la « détention » recouvre toutes les formes de privation de liberté, y compris l'assignation à résidence dès lors qu'elle est exécutée dans un lieu clos que la personne n'est pas autorisée à quitter. M. Donziger aurait été assigné à résidence avant jugement, sans pouvoir quitter son appartement pendant plus de deux ans. En outre, une arrestation ou une détention peut être autorisée par la législation interne et être néanmoins arbitraire, car doivent être intégrés des éléments tel que l'injustice, les principes du caractère raisonnable, de la nécessité, de la proportionnalité et du manque de prévisibilité, ainsi que le non-respect des garanties judiciaires.

i. Défaut apparent d'impartialité du juge lors du procès pour racket

23. La source souligne que, pour garantir le droit à un procès équitable et, partant, éviter la détention arbitraire, l'indépendance et l'impartialité des tribunaux sont essentielles. Le devoir d'impartialité exige que chacun des décisionnaires soit impartial et perçu comme tel. L'impartialité réelle comme l'apparence d'impartialité sont toutes deux fondamentales.

24. La source rappelle que les juges ne doivent pas laisser des partis pris ou des préjugés personnels influencer leur jugement. Elle rappelle également que le Comité des droits de l'homme a stipulé, dans l'affaire *Karttunen c. Finlande*, que pour qu'un tribunal soit « impartial », les juges ne doivent pas avoir d'idées préconçues au sujet de l'affaire dont ils sont saisis ni agir de manière à favoriser les intérêts de l'une des parties<sup>2</sup>. Les actes du juge doivent donner une impression d'impartialité à un observateur raisonnable. Les juges doivent non seulement être impartiaux mais aussi être perçus comme tels.

25. La source affirme que d'aucuns se sont inquiétés de la partialité apparente du juge K, qui a publiquement fait part de son opinion sur la personnalité de M. Donziger avant que soient intentées les poursuites pour racket. En septembre 2010, le juge K. aurait déclaré : « M. Donziger se voit comme le prochain grand sauveur capable de régler le déficit de la balance des paiements. J'ai tout de suite compris ... Pour Donziger, tout le jeu consiste à rendre la situation si inconfortable et si désagréable pour la Chevron que l'entreprise fera un chèque et que l'affaire s'arrêtera là... Il cherche à persuader la Chevron de payer. » Il a demandé : « Maintenant, est-ce que les expressions loi Hobbs, extorsion, [et] loi RICO, ont un quelconque sens ici ? » Quatre mois plus tard, la Chevron Corporation a déposé une plainte pour racket<sup>3</sup>.

26. En outre, le juge K. aurait fait des remarques sur les villageois équatoriens ayant engagé une action contre la Chevron Corporation, les qualifiant de « prétendus plaignants » et affirmant que l'action menée par M. Donziger en Équateur était injustifiée. Le juge K. a qualifié la Chevron Corporation d'« entreprise d'une importance considérable pour notre économie, qui emploie des milliers de personnes dans le monde entier et fournit des produits de base, de l'essence, du fioul domestique, et d'autres carburants et lubrifiants dont chacun d'entre nous dépend chaque jour ». « Je ne pense pas qu'il y ait dans cette salle d'audience quelqu'un qui ait envie de se rendre dans une station-service pour faire le plein et de découvrir qu'il n'y a pas d'essence parce que ces gens [les Équatoriens] la réservent pour l'envoyer à Singapour ou ailleurs », a-t-il fait observer.

27. Selon la source, les préoccupations suscitées par la partialité présumée du juge K. ne l'ont pas empêché, en 2011, de saisir son propre tribunal de la plainte déposée au titre de la loi sur les organisations influencées par le racket et la corruption au lieu de laisser son attribution à un tirage au sort.

28. La source ajoute que, pendant le procès, le juge K. a dénié aux défenseurs la possibilité de produire des éléments scientifiques prouvant la pollution provoquée par Chevron Corporation et refusé d'examiner ou de prendre en compte les preuves – dont 105 rapports techniques sur lesquelles se sont appuyés les tribunaux équatoriens pour rendre un verdict de culpabilité contre la Corporation. Même après qu'un témoin présenté par Chevron Corporation a admis avoir reçu de l'entreprise d'importantes sommes d'argent et autres avantages avant de témoigner au tribunal contre M. Donziger, le juge K. a conclu que le témoin disait la vérité sur les faits essentiels de l'affaire.

ii. Manque apparent d'impartialité de la justice dans le traitement de l'affaire d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice

29. Il semblerait qu'en réponse à la décision rendue dans le procès pour racket, et alors que M. Donziger et d'autres personnes étaient en passe d'obtenir l'exécution de la décision du tribunal équatorien dans d'autres juridictions, la Chevron Corporation a demandé postérieurement au jugement la production de documents permettant d'identifier l'ensemble des actifs de M. Donziger afin de déterminer s'il s'était acquitté des 800 000 dollars qu'il avait été condamné à payer au titre des dépens du procès sans jury. Après que M. Donziger a fait appel de l'ordre de remettre son matériel électronique et ses comptes aux experts légistes, le juge K. a porté contre lui, à titre extraordinaire, des accusations d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice, alors même que l'appel était pendant.

<sup>2</sup> Comité des droits de l'homme, *Karttunen c. Finlande*, (communication n° 387/1989), par. 7.2.

<sup>3</sup> Voir <https://ia803409.us.archive.org/7/items/gov.uscourts.nysd.520592/gov.uscourts.nysd.520592.60.0.pdf>. Voir également [https://www.huffpost.com/entry/will-the-supreme-court-strike-down-chevrons-facially\\_b\\_591b155de4b03e1c81b00903](https://www.huffpost.com/entry/will-the-supreme-court-strike-down-chevrons-facially_b_591b155de4b03e1c81b00903).

30. Selon la source, en vertu de la règle 42 des Règles fédérales de procédure pénale, le tribunal doit exiger que des poursuites pour atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice soient engagées à l'initiative d'un procureur fédéral. Le juge K. a renvoyé l'affaire de M. Donziger au Bureau du Procureur des États-Unis pour le district sud de l'État de New York, qui a refusé d'engager des poursuites. Ceci a amené le juge K. à prendre la décision prétendument inhabituelle d'engager un cabinet juridique privé qui a par la suite admis se trouver en situation de conflit d'intérêts, Chevron Corporation ayant fait appel à lui en 2018 pour entamer des poursuites en tant que partie lésée contre M. Donziger dans l'affaire d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice.

31. La source rapporte que le juge K. a également choisi lui-même la juge P. pour présider l'affaire pénale, ce qui contreviendrait à la règle 16 des Règles d'attribution des affaires entre les juges de district, laquelle dispose que « le comité d'attribution doit transférer l'affaire par tirage au sort ».

32. Depuis la présentation de l'acte d'accusation, M. Donziger aurait déposé un certain nombre de requêtes préalables au procès faisant part de préoccupations quant à l'impartialité de la juge P. Cette dernière a rejeté chacune d'entre elles sans pour autant les renvoyer devant un autre juge. Divers motifs ont été invoqués, dont le fait que la partialité n'était pas une raison pour renvoyer l'affaire devant une autre juridiction.

33. Le 13 juillet 2020, démarche tout à fait inhabituelle, deux juges fédéraux américains à la retraite ont publiquement critiqué les juges fédéraux en exercice saisis de l'affaire d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice intentée contre M. Donziger, se disant « profondément troublés » par le « grave danger » qui pesait sur les garanties d'une procédure régulière<sup>4</sup>. Un expert en éthique juridique aurait déclaré sous serment que les membres du cabinet juridique ayant entamé des poursuites en tant que partie lésée se trouvaient dans une situation de conflit d'intérêts justifiant leur récusation, en raison de leurs liens indirects avec des sociétés liées à Chevron, et signalé que la légitimité du processus d'application de la règle 42 et, *in fine*, le système de justice pénale pourraient être mis à mal. Une éminente avocate américaine et un professeur émérite de droit à l'université Duke ont eux aussi publiquement soulevé des questions après que le président du tribunal a tenté de forcer M. Donziger à aller au procès pendant la pandémie de COVID-19, alors que les témoins et les avocats étaient dans l'incapacité de comparaître en personne. Le professeur aurait déclaré que s'arroger la compétence de statuer en matière d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice pendant une crise sanitaire était inacceptable. Il a ajouté que rien de tout cela ne ressemblait à un procès équitable et à des protections constitutionnelles<sup>5</sup>.

34. Pour la source, compte tenu de la situation de conflit d'intérêts dans laquelle se trouve le juge K. et de son parti pris vis-à-vis de M. Donziger, il est préoccupant de constater qu'il a néanmoins décidé de maintenir son accusation d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice, en désignant des parties lésées ayant des liens avec la Chevron Corporation et en choisissant lui-même la juge chargée de l'affaire. Le Comité des droits de l'homme a expliqué qu'un procès n'est pas équitable si, par exemple, le tribunal ne contrôle pas les manifestations d'hostilité du public à l'égard de l'accusé dans la salle d'audience ou de soutien à l'une des parties qui portent atteinte aux droits de la défense<sup>6</sup>. En l'espèce, les manifestations d'hostilité seraient directement imputables au juge, dont le rôle est de présider les débats avec équité et impartialité.

35. Au vu des allégations exposées ci-dessus, la source affirme que les déclarations et actions du juge K. conduisent à sérieusement s'interroger sur son impartialité qui peut en soi constituer une forme de représailles contre les activités menées par M. Donziger en faveur des droits de l'homme. Le droit d'être entendu par un tribunal impartial requiert que les juges n'aient pas d'idées préconçues au sujet de l'affaire dont ils sont saisis ni n'agissent de

<sup>4</sup> Voir <https://static1.squarespace.com/static/5ac2615b8f5130fda4340fcb/t/5f0dc3fd6a8632767c2de633/1594737663061/2020-07-13-law360-gertner-bennett.pdf>.

<sup>5</sup> Voir [https://uploads-ssl.webflow.com/5dfadfd73722094f43ca18cf/5f52ebb8aa1af539b6558418\\_MT.pdf](https://uploads-ssl.webflow.com/5dfadfd73722094f43ca18cf/5f52ebb8aa1af539b6558418_MT.pdf).

<sup>6</sup> Observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, par. 25.

manière à favoriser les intérêts de l'une des parties. Il est allégué que le principe de l'impartialité des tribunaux n'a pas été respecté.

- iii. Atteinte la liberté de M. Donziger dans le but présumé de passer outre le secret des communications entre un avocat et son client

36. Le droit à l'égalité devant les tribunaux exige que des affaires similaires soient traitées de manière similaire. Ledit droit interdit donc la mise en place de procédures exceptionnelles ou de tribunaux spéciaux pour certaines catégories d'infractions ou certains groupes de personnes, à moins qu'il n'existe des justifications objectives et raisonnables pour ce faire. En outre, la décision d'imposer une privation de liberté doit être prise conformément à la loi et aux procédures applicables et doit être proportionnée au but recherché, raisonnable et nécessaire.

37. La source rapporte que d'anciens juges se sont déclarés préoccupés par l'outrance des accusations portées contre M. Donziger. Dans un article paru le 13 juillet 2020<sup>7</sup>, ils ont déclaré n'avoir « jamais entendu parler de poursuites pénales engagées dans des circonstances où l'avocat, apparemment en toute bonne foi, préférerait demander un renforcement du contrôle juridictionnel plutôt que de bafouer ouvertement le tribunal ». Selon les juges, M. Donziger demandait le contrôle juridictionnel afin de pouvoir apporter une réponse correcte aux importantes questions constitutionnelles en jeu, compte tenu des dangers encourus par ses clients en Équateur. Ils ont également déclaré : « Afin de protéger à la fois le pouvoir du tribunal de sanctionner les atteintes à l'autorité de la justice et l'objectif de la sanction pénale, l'accusation d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice devrait être exclusivement réservé aux actes si graves et odieux qu'ils sont constitutifs [non seulement d'une infraction commise envers] le juge saisi de l'affaire, mais aussi d'un acte susceptible de saper la confiance des citoyens dans l'autorité et la dignité de nos tribunaux ». Les experts juridiques ont notamment mis en doute la nécessité et la proportionnalité de la qualification d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice en l'espèce, estimant que l'atteinte de nature civile fournissait déjà les instruments nécessaires pour gérer la situation.

38. La source fait valoir que le droit international des droits de l'homme protège le droit à la vie privée et interdit toute immixtion arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance d'une personne. Dans l'affaire *Michaud c. France*, laquelle avait trait à l'interception des communications entre un avocat et son client, la Cour européenne des droits de l'homme a reconnu qu'il ne pouvait y avoir d'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée que si elle était prévue par la loi, dirigée vers un ou des buts légitimes et nécessaire dans une société démocratique. Ces restrictions doivent répondre à un besoin social impérieux et être proportionnelles à l'objectif légitime poursuivi.

39. Selon la source, le droit international impose aux avocats l'obligation professionnelle de protéger la confidentialité de leurs communications avec leurs clients, et la vie privée de ces derniers. Selon les Principes de base relatifs au rôle du barreau, les avocats ont pour devoir et responsabilité de préserver à tout moment l'honneur et la dignité de leur profession et de servir toujours loyalement les intérêts de leurs clients. Selon le principe 14, les avocats doivent agir à tout moment librement et avec diligence, conformément à la loi et aux normes reconnues et à la déontologie de la profession d'avocat. Il est important de noter que ces principes veulent également que les pouvoirs publics veillent à ce que les avocats ne fassent pas l'objet, ni ne soient menacés de poursuites ou de sanctions économiques ou autres pour toutes mesures prises conformément à leurs obligations et normes professionnelles reconnues et à leur déontologie, et à ce que toutes les communications et les consultations entre les avocats et leurs clients, dans le cadre de leurs relations professionnelles, restent confidentielles.

40. Dans l'affaire *Michaud c. France*, la Cour européenne des droits de l'homme a établi que l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales protège le secret des communications privées, quel que soit le contenu de cette correspondance et quelle que soit sa forme. La Cour a affirmé que l'article 8 renforçait la protection des communications entre les avocats et leurs clients, au motif que les avocats

<sup>7</sup> Voir <https://static1.squarespace.com/static/5ac2615b8f5130fda4340fcb/t/5f0dc3fd6a8632767c2de633/1594737663061/2020-07-13-law360-gertner-bennett.pdf>.

jouent un rôle fondamental dans une société démocratique, celui de défendre les litigants. Les avocats ne peuvent remplir cette mission essentielle s'ils ne sont pas en mesure de garantir à ceux qu'ils défendent que leurs échanges resteront confidentiels.

41. Dans l'affaire *Leotsakos c. Grèce*, la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que la saisie de plusieurs objets et documents dans le cadre d'une enquête pénale ouverte contre un avocat ne s'était pas assortie de garanties suffisantes pour assurer la protection du secret professionnel de l'intéressé. Dans l'affaire *Wolland c. Norvège*, la Cour a établi que pour qu'une ingérence soit légitime au regard de l'article 8 de la Convention, des garanties suffisantes et adéquates contre l'arbitraire devaient être accordées. Elle a reconnu que le droit interne pouvait autoriser la fouille des documents d'un avocat pour autant que des garanties appropriées soient prévues, telle la présence d'un représentant d'un barreau.

42. De même, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a estimé que la divulgation des communications entre un avocat et ses clients portait atteinte au droit au respect de la vie privée. Dans l'affaire *Donoso c. Panama*, la Cour a cherché à déterminer si l'interception et l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre un avocat et le père de son client, et la divulgation ultérieure de son contenu, avaient violé l'article 11 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme. La Cour a pris en considération le caractère privé de la conversation téléphonique, et le fait qu'aucune des deux personnes n'avait consenti à ce que des tiers en soient informés et que ce type de conversation devait bénéficier d'un niveau de protection plus élevé au regard du secret professionnel.

43. Le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats a également souligné que les dossiers et documents des avocats devaient être protégés contre la saisie ou l'inspection et que leurs communications ne devaient pas être interceptées.

44. En l'espèce, le protocole mis en place par le juge pour la saisie et l'examen du matériel électronique de M. Donziger n'aurait offert aucune garantie permettant de protéger les informations confidentielles relatives aux peuples autochtones et aux communautés paysannes qu'il représentait, y compris concernant les principales stratégies judiciaires visant à faire appliquer partout dans le monde le jugement rendu contre la Chevron Corporation. Ce protocole aurait fourni à l'entreprise un moyen détourné d'accéder pratiquement à toutes les informations et communications confidentielles liées à l'affaire entre l'avocat et ses clients, informations qu'elle n'aurait pu obtenir légalement. Même si l'on trouvait une justification impérieuse à la remise de l'ordinateur et du téléphone de M. Donziger, il conviendrait de la mettre en balance avec le principe du secret professionnel.

45. La source souligne que l'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice est un chef d'accusation très rare dont la Cour suprême des États-Unis a souligné à plusieurs reprises qu'il ne devait être formulé qu'avec la plus grande prudence, étant donné qu'il donne compétence au tribunal pour définir l'infraction, nommer un procureur et présider le procès, sans les garanties habituellement prévues pour toute autre action pénale. Dans l'affaire de M. Donziger, le recours à la procédure d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice ne semble pas conforme à cette exhortation à la retenue, d'autant que M. Donziger a précisé qu'il demandait un contrôle juridictionnel et que si son appel devait être rejeté, il se conformerait à cette décision.

46. La décision de maintenir M. Donziger en détention avant jugement sur la base d'accusations d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice serait préoccupante, étant donné qu'elle procède de la décision de l'intéressé de respecter le secret professionnel. La décision de priver M. Donziger de sa liberté apparaît plutôt comme une mesure punitive destinée à le contraindre à révéler la teneur de communications confidentielles avec ses clients, et comme une sanction pour avoir respecté son devoir professionnel.

iv. Privation de liberté au-delà de la durée maximale prévue pour ce type d'accusation

47. La source fait valoir que la détention avant jugement devrait demeurer l'exception, reposer sur une évaluation au cas par cas établissant son caractère raisonnable et nécessaire, et être fondée en droit et non sur des motifs imprécis et vastes. Il incombe à l'État d'établir qu'il est nécessaire et proportionné de maintenir un défendeur en détention dans l'attente de son jugement et qu'il y aurait un risque élevé de fuite, un risque pour autrui ou un risque d'altération des éléments de preuve ou d'interférence dans l'enquête s'il était remis en liberté.



Si la durée passée en détention avant jugement atteint la durée maximale de la peine qui pourrait être prononcée pour l'infraction, le défendeur doit être remis en liberté.

48. Le droit d'être jugé sans retard excessif vise à éviter qu'une personne reste trop longtemps dans l'incertitude quant à son sort et à faire en sorte que cette privation de liberté ne soit pas d'une durée plus longue que ne l'exigent absolument les circonstances de l'espèce. Ce qui est raisonnable doit être apprécié en fonction des circonstances propres à chaque cas.

49. Conformément au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte, la détention avant jugement ne doit pas être la règle. Elle ne doit être utilisée qu'à titre exceptionnel et rester aussi brève que possible. La détention avant jugement, lorsqu'elle est injustifiée et prolongée, constitue une privation arbitraire de liberté.

50. En ordonnant l'assignation à résidence avant jugement à titre de mesure de sûreté, le juge chargé de l'affaire d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice a affirmé que cette mesure était nécessaire pour empêcher M. Donziger de quitter le pays. Pourtant, en presque dix ans, M. Donziger n'a jamais manqué une audience, il a remis son passeport et porte un bracelet électronique à la cheville vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il est rentré de l'étranger de son plein gré pour répondre des accusations pénales portées contre lui et a une femme et un fils avec lesquels il vit à la même adresse aux États-Unis depuis quatorze ans.

51. Selon le juge chargé de l'affaire d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice, en raison du déni de ses droits à un procès devant un jury, M. Donziger encourt une peine maximale de six mois d'emprisonnement. M. Donziger est assigné à résidence depuis plus de deux ans.

52. La source affirme que l'assignation à résidence de M. Donziger avant jugement suscite de grandes inquiétudes quant à la légalité de la privation de liberté, qu'il s'agisse du défaut apparent de nécessité ou de l'obligation de libérer les défendeurs lorsque la durée passée en détention avant jugement atteint la durée maximale de la peine qui pourrait être prononcée pour l'infraction.

v. La détention comme forme de représailles

53. La source rappelle que la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus donne comme définition d'un défenseur des droits de l'homme toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, protège, promeut et rend effectifs tous les droits de l'homme. Elle protège les droits des individus de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme aux niveaux national et international, d'offrir et prêter une assistance juridique professionnelle qualifiée ou tout autre conseil et appui pertinents pour la défense des droits de l'homme, et de solliciter, recevoir et utiliser des ressources dans le but exprès de protéger les droits de l'homme.

54. La source rappelle également que les défenseurs des droits de l'homme peuvent aussi s'intéresser aux problèmes liés aux déchets toxiques et à leur impact sur l'environnement, et s'employer à protéger le droit à la vie et le droit de jouir du meilleur état de santé possible, ainsi que les droits des peuples autochtones. La source note que les défenseurs des droits de l'homme peuvent offrir une assistance juridique aux victimes et les représenter en justice, et que nombre d'entre eux s'efforcent de faire en sorte que les auteurs de violations des droits de l'homme aient à répondre de leurs actes.

55. M. Donziger s'emploierait depuis quatre décennies et sur plusieurs continents à représenter et défendre des personnes d'horizons très divers dans des affaires ayant trait à toute une série de violations des droits de l'homme. M. Donziger s'est rendu en Équateur en 1993, avant de rejoindre les rangs d'une équipe juridique qui a intenté une action de groupe à New York au nom des 30 000 autochtones d'Amazonie équatorienne en réaction au rejet généralisé et systématique de déchets pétroliers dans la région et aux conséquences sanitaires qui en découlent pour les communautés.

56. En 2017, le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a exprimé sa préoccupation face à une nouvelle stratégie inquiétante, employée par certains justiciables américains, qui consiste à invoquer la loi sur le racket pour tenter d'intimider les groupes de défense et les militants. Le Rapporteur spécial sur la

situation des défenseurs et défenseuses des droits humains a également exprimé son inquiétude quant aux restrictions auxquelles se heurtaient les défenseurs de l'environnement aux États-Unis. La source signale une tendance alarmante du système de justice pénale américain, apparue en 2019, à prendre pour cible et harceler les défenseurs des droits de l'homme.

57. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a également fait part de son inquiétude concernant les entreprises et grandes sociétés qui déposent des plaintes pénales contre les défenseurs des droits de l'homme afin d'en restreindre les activités. Certaines d'entre elles ne se contenteraient pas de porter plainte dans le cadre de poursuites pénales infondées, mais iraient parfois jusqu'à mener des campagnes de dénigrement visant à ternir la crédibilité des défenseurs des droits de l'homme.

58. En juillet 2020, la présidente de la sous-commission « droits de l'homme » du Parlement européen s'est déclaré préoccupée par la détention de M. Donziger, laquelle peut être considérée comme une forme de représailles contre son action en faveur des droits de l'homme. S'adressant par courrier à deux comités du Congrès américain, la présidente leur a demandé d'exhorter le Congrès à se pencher sur le cas de M. Donziger.

59. Les procédures judiciaires intentées à l'encontre de M. Donziger suivraient le même schéma et auraient pour but d'entraver le travail qu'il mène en faveur des droits des victimes de violations des droits de l'homme. La raison à l'origine directe des accusations d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice qui ont valu à M. Donziger d'être assigné à résidence a été son refus de remettre du matériel qui aurait permis à la Chevron Corporation d'accéder à la quasi-totalité de ses documents protégés par le secret professionnel, ce qui l'aurait gêné pour assister juridiquement les personnes qu'il défendait, et aurait aussi mis leur vie en grand péril.

60. La source rappelle que détenir des personnes pour la seule raison de leurs activités de défense des droits de l'homme revêt un caractère arbitraire et porte atteinte aux droits à l'égalité devant la loi et à une égale protection de la loi, prévus par les articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 26 du Pacte.

#### *Réponse du Gouvernement*

61. Le 3 février 2021, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement des États-Unis. Il a prié celui-ci de lui faire parvenir, pour le 6 avril 2021 au plus tard, des informations détaillées au sujet de la situation de M. Donziger. Le Groupe de travail a également demandé au Gouvernement d'exposer les éléments de droit justifiant le maintien en détention de l'intéressé et d'expliquer en quoi sa détention était compatible avec les obligations mises à la charge des États-Unis par le droit international des droits de l'homme, et en particulier des traités qu'ils ont ratifiés. Il a également exhorté le Gouvernement à garantir l'intégrité physique et mentale de M. Donziger.

62. Le Groupe de travail regrette de ne pas avoir reçu de réponse du Gouvernement, d'autant que celui-ci n'a pas demandé de prolongation du délai fixé pour fournir les informations demandées, comme l'y autorise le paragraphe 16 des méthodes de travail du Groupe de travail. Il regrette également que le Gouvernement n'ait pas collaboré avec lui depuis 2017, et n'ait répondu à aucune des communications qu'il lui a adressées depuis lors<sup>8</sup>. Le Groupe de travail encourage le Gouvernement à saisir les occasions de nouer avec lui un dialogue constructif.

#### **Examen**

63. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de rendre le présent avis, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail.

64. Pour déterminer si la détention de M. Donziger est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes établis dans sa jurisprudence qui régissent l'administration de la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales

<sup>8</sup> Voir les avis n<sup>os</sup> 70/2019, 85/2019, 49/2020 et 32/2021.

constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations<sup>9</sup>. En l'espèce, le Gouvernement a décidé de ne pas contester les allégations à première vue crédibles formulées par la source.

65. En premier lieu, le Groupe de travail doit déterminer si M. Donziger est actuellement privé de liberté. Le 6 août 2019, l'intéressé s'est vu imposer une assignation à résidence avant jugement. Par conséquent, depuis cette date, soit plus de deux ans au moment de l'adoption du présent avis, il n'a pas été autorisé à quitter son appartement à sa guise. Selon la source, M. Donziger est effectivement confiné dans son appartement, a dû remettre son passeport et doit porter un dispositif de surveillance électronique à la cheville. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement ait choisi de ne répondre à aucune de ces allégations.

66. Le Groupe de travail a déjà affirmé que la privation de liberté est non seulement une question de définition juridique, mais encore une question de réalité. Si la personne concernée n'est pas libre de partir, toutes les mesures de sauvegarde appropriées qui sont en place pour prévenir les détentions arbitraires doivent être respectées<sup>10</sup>. En outre, selon la jurisprudence du Groupe de travail, l'assignation à résidence équivaut à une privation de liberté dès lors qu'elle est exécutée dans des locaux fermés que la personne n'est pas autorisée à quitter<sup>11</sup>. Pour déterminer si tel est le cas, le Groupe de travail cherche à établir dans quelle mesure les déplacements de cette personne, les visites qu'elle reçoit et ses divers moyens de communication sont limités, et détermine le niveau de sécurité appliqué aux alentours du lieu où la personne serait détenue<sup>12</sup>. Par conséquent, une évaluation au cas par cas s'impose pour déterminer si une assignation à résidence constitue une privation de liberté<sup>13</sup>.

67. En l'espèce, la source a fait valoir, ce que le Gouvernement n'a pas contesté, que M. Donziger est assigné à résidence depuis le 6 août 2019 par une décision de justice, qu'il est tenu de porter un dispositif de surveillance électronique et a dû remettre son passeport. Le Groupe de travail note que le procès contre M. Donziger est en cours. Dans de telles circonstances, le Groupe de travail est d'avis que M. Donziger est effectivement privé de liberté depuis le 6 août 2019.

68. Ayant établi que M. Donziger est privé de sa liberté depuis le 6 août 2019, le Groupe de travail déterminera si cette privation de liberté constitue une privation arbitraire de liberté.

#### *a. Catégorie I*

69. Le Groupe de travail tient tout d'abord à souligner qu'on lui a présenté les comptes rendus de deux procédures, bien que toutes deux soient très étroitement liées. L'une d'elles remonte à 2011 et concerne les accusations de racket portées contre M. Donziger. Cette procédure a été présidée par le juge K. et son issue est encore inconnue car elle est toujours en cours. Liée à cette procédure, mais néanmoins distincte et présidée par la juge P, la procédure pénale pour atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice a été ouverte en 2018 et close le 6 août 2019 par l'assignation à résidence avant jugement de M. Donziger.

70. Le Groupe de travail observe que la source a formulé de nombreuses et très graves allégations concernant la première procédure, engagée par la Chevron Corporation en 2011, dont des allégations relatives à la partialité du juge K. (voir par. 9, 11 et 25 à 28 ci-dessus), ainsi que le refus de ce même juge d'autoriser les dépositions de témoins, et d'autres violations du principe de l'égalité des moyens (voir par. 11 et 28). Le Groupe de travail note que le caractère inéquitable allégué de la procédure aurait été sévèrement critiqué (voir par. 33 et 37 ci-dessus). Toutefois, ce n'est pas tant cette procédure que celle ayant trait aux

<sup>9</sup> Voir A/HRC/19/57, par. 68.

<sup>10</sup> Voir A/HRC/36/37, par. 56 ; voir aussi l'avis n° 37/2018.

<sup>11</sup> Voir par exemple les avis n°s 13/2007, par. 24 et 37/2018 ; et la délibération n° 1 (E/CN.4/1993/24, sect. II), par. 20 ;

<sup>12</sup> Voir, par exemple, l'avis n° 16/2011, concernant une personne assignée à résidence qui ne pouvait pas recevoir de diplomates étrangers, de journalistes ou d'autres visiteurs dans son appartement et dont le téléphone portable et la connexion Internet avaient été coupés. Elle n'avait pas le droit de quitter son appartement, sauf pour de courts déplacements, après autorisation et sous escorte policière, et des agents de sécurité étaient postés devant l'entrée de sa résidence (par. 7). Voir aussi les avis n°s 21/1992, 41/1993, 4/2001, 11/2001, 11/2005, 18/2005, 47/2006, 12/2010, 30/2012 et 39/2013.

<sup>13</sup> Délibération n° 1, par. 20.

accusations d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice qui a valu à M. Donziger d'être privé de liberté. Par conséquent, la première procédure ne relève pas du mandat du Groupe de travail. Néanmoins, prenant note de ces allégations graves et non contestées, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, au Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises et au Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, pour examen et suite à donner.

71. S'agissant de la procédure relative aux accusations d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice, le Groupe de travail rappelle les affirmations non démenties de la source selon lesquelles, le 6 août 2019, la juge P. a ordonné que M. Donziger remette son passeport, porte un bracelet électronique autour de la cheville et soit assigné à résidence. La juge P. a invoqué comme motif à l'assignation à résidence avant jugement le risque de fuite, en particulier parce que l'intéressé avait déjà refusé d'obtempérer à des « ordonnances judiciaires » non spécifiées et qu'il avait l'habitude de se rendre en Équateur. La source a allégué, et le Gouvernement n'a pas contesté, que M. Donziger a attaqué cette décision à plusieurs reprises et en vain entre le mois de septembre 2019 et le mois de janvier 2020. M. Donziger a fait appel de l'ordonnance de détention avant jugement, lequel a été rejeté le 18 février 2020 par une ordonnance tenant en une seule phrase.

72. Le Groupe de travail rappelle qu'il est bien établi en droit international que la détention avant jugement doit être l'exception et non pas la règle, et être aussi brève que possible<sup>14</sup>. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte, la détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience et à tous les autres actes de la procédure. Il s'ensuit que la liberté est reconnue en tant que principe, la détention ne devant intervenir qu'à titre exceptionnel, dans l'intérêt de la justice<sup>15</sup>.

73. En conséquence, afin de donner effet à ce principe, la détention avant jugement doit reposer sur une évaluation au cas par cas déterminant qu'elle est raisonnable et nécessaire au regard de toutes les circonstances, par exemple pour éviter que l'intéressé ne prenne la fuite, ne modifie des preuves ou ne commette une nouvelle infraction<sup>16</sup>. Avant de l'ordonner, les tribunaux doivent étudier la possibilité d'appliquer des mesures de substitution à la détention avant jugement, comme la libération sous caution [...] qui rendraient la privation de liberté inutile dans le cas précis<sup>17</sup>. Selon la source, les requêtes de M. Donziger contestant la détention avant jugement ont été rejetées par le tribunal à de nombreuses reprises et il a été débouté de son dernier appel le 18 février 2020. À cette occasion, la source a fait valoir, ce que le Gouvernement n'a pas contesté, que le tribunal a rendu un jugement tenant en une seule phrase. Le Groupe de travail ne peut concevoir que cela satisfasse aux exigences du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte et ne peut donc accepter l'argument selon lequel la détention avant jugement de M. Donziger était conforme aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

74. Le Groupe de travail prend également note des graves allégations de partialité visant le juge K. rapportées par la source (voir par. 9, 11 et 25-28 ci-dessus) et non contestées par le Gouvernement. À cet égard, le Groupe de travail relève que c'est le juge K. qui a personnellement choisi la juge P. pour présider le procès relatif aux accusations d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice qu'il avait portées contre M. Donziger et qu'il l'a fait en contournant les règles et procédures établies (voir par. 17 et 31 ci-dessus). Lorsque M. Donziger a attaqué la décision de nommer la juge P, c'est cette dernière qui a examiné l'appel et qui l'a rejeté en déclarant notamment que la partialité ne constituait pas un motif valable.

<sup>14</sup> Avis nos 28/2014, par. 43 ; 49/2014, par. 23 ; 57/2014, par. 26 ; 1/2020, par. 53 ; et 8/2020, par. 54 ; Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014) sur la liberté et la sécurité de la personne, par. 38. A/HRC/19/57, sect. III.A.

<sup>15</sup> A/HRC/19/57, par. 54.

<sup>16</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 38.

<sup>17</sup> Ibid. ; avis n° 83/2019, par. 68 ; A/HRC/30/37, annexe, ligne directrice 15.

75. Le Groupe de travail rappelle que comme l'affirme le Comité des droits de l'homme, il est inhérent au bon exercice du pouvoir judiciaire que ce contrôle soit assuré par une autorité indépendante, objective et impartiale par rapport aux questions à traiter<sup>18</sup> au sens du paragraphe 3 de l'article 9. En l'espèce, le Groupe de travail estime que la juge P. n'a pas agi de manière indépendante, objective et impartiale. En conséquence, le Groupe de travail conclut que le placement de M. Donzinger en détention avant jugement était contraire aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

76. La source affirme, sans que le Gouvernement ne le conteste, que la peine maximale encourue pour l'infraction dont M. Donzinger est accusé est de six mois d'emprisonnement (voir par. 20 ci-dessus). Étant assigné à résidence depuis le 6 août 2019, M. Donzinger a donc déjà purgé environ quatre fois la peine maximale encourue. À cet égard, le Groupe de travail rappelle que comme l'a fait valoir le Comité des droits de l'homme, si la durée passée en détention avant jugement atteint la durée maximale de la peine qui pourrait être prononcée pour l'infraction, le défendeur doit être remis en liberté<sup>19</sup>. Il s'agit donc là d'une autre violation du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

77. Au vu de ce qui précède, le Groupe de travail conclut que la détention de M. Donzinger est dénuée de fondement juridique et, par conséquent, arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie I de la classification employée par le Groupe de travail lorsqu'il examine les affaires dont il est saisi. Le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats pour examen et suite à donner.

*b. Catégorie III*

78. La source a affirmé et le Gouvernement a choisi de ne pas contester que M. Donzinger est en détention avant jugement depuis le 6 août 2019 – une très longue période de plus de deux ans au moment de la soumission du présent avis. Compte tenu des circonstances, le Groupe de travail estime que M. Donzinger est privé de son droit d'être jugé sans retard excessif. Ce qui est raisonnable concernant le laps de temps avant que l'affaire ne soit jugée doit être apprécié au cas par cas selon les circonstances, en tenant compte de la complexité de l'affaire, du comportement de l'inculpé pendant la procédure et de la façon dont l'affaire a été traitée par les autorités exécutives et judiciaires<sup>20</sup>. En l'espèce, le Groupe de travail prend note de l'esprit de coopération exceptionnel témoigné par M. Donzinger vis-à-vis de l'ensemble des autorités. En outre, comme indiqué précédemment, la peine maximale encourue est de six mois d'emprisonnement. Étant donné que l'intéressé est aujourd'hui détenu depuis plus de deux ans, le Groupe de travail estime que le juge doit réexaminer la possibilité d'appliquer une mesure de substitution à la détention avant jugement<sup>21</sup>. Le Groupe de travail rappelle que même le contexte d'une urgence de santé publique ne peut justifier le déni du droit à un procès équitable, comme il l'a précisé dans sa délibération n° 11 sur la prévention de la privation arbitraire de liberté dans les situations d'urgence de santé publique<sup>22</sup>.

79. Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable et sans retard excessif, qui est l'une des garanties indispensables à un procès équitable énoncées aux articles 10 et 11 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi qu'au paragraphe 3 de l'article 9 et au paragraphe 3 c) de l'article 14 du Pacte, n'a pas été respecté en l'espèce. Si M. Donzinger ne peut être jugé dans un délai raisonnable, il peut se prévaloir du droit d'être remis en liberté en vertu du paragraphe 3 de l'article 9 et du paragraphe 3 c) de l'article 14 du Pacte<sup>23</sup>. Comme il n'a pas été autorisé à le faire, il y a eu violation des droits de l'intéressé garantis par ces dispositions.

<sup>18</sup> Comité des droits de l'homme, *Kulomin c. Hongrie* (CCPR/C/56/D/521/1992), par. 11.3

<sup>19</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 38. Voir également l'avis n° 14/2019 adopté par le Groupe de travail.

<sup>20</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 37. et observation générale n° 32 (2007), par. 35.

<sup>21</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 37.

<sup>22</sup> A/HRC/45/16, annexe II, par. 20 et 21.

<sup>23</sup> Voir A/HRC/19/57, sect. III.A. Voir également l'avis n° 18/2018, par. 50, adopté par le Groupe de travail.

80. Le Groupe de travail rappelle les allégations non contestées selon lesquelles M. Donziger ne s'est pas vu signifier de décision motivée pour justifier son placement en détention avant jugement (voir par. 73 ci-dessus). En conséquence, le Groupe de travail conclut à une violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

81. Le Groupe de travail a déjà examiné les multiples allégations concernant la partialité manifestée par le juge K. envers M. Donziger (voir par. 74 et 75 ci-dessus). Le Groupe de travail note que M. Donziger s'est vu dénier, de manière partielle, le droit d'être jugé par un jury et que c'est en fait le juge K. qui a rédigé l'acte d'accusation. Il s'agit là d'une effarante démonstration d'un manque d'objectivité et d'impartialité, et le Groupe de travail conclut dès lors à une nouvelle violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

82. Compte tenu de ce qui précède et de la durée exceptionnelle de la détention avant jugement de M. Donziger, plus de quatre fois supérieure à la peine maximale encourue, le Groupe de travail estime que la détention de M. Donziger relève de la catégorie III. Pour parvenir à cette conclusion, le Groupe de travail garde également à l'esprit ses constatations au titre de la catégorie V (voir section c. ci-après).

*c. Catégorie V*

83. Le Groupe de travail passe à l'examen de l'allégation incontestée selon laquelle M. Donziger est maintenu en détention avant jugement sur la base d'une accusation pénale d'atteinte de nature pénale à l'autorité de la justice, étant donné que cette mesure procède de la décision de l'intéressé de respecter le secret professionnel.

84. Le Groupe de travail est consterné par les allégations non contestées en l'espèce. Il semblerait que M. Donziger ait été accusé et placé en détention en représailles de son activité de représentant légal de communautés autochtones, et parce qu'il a refusé de divulguer la teneur de ses communications confidentielles avec ses clients dans le cadre d'une procédure très médiatisée qu'il avait engagée à l'encontre d'une entreprise multinationale. À cet égard, le Groupe de travail rappelle qu'en vertu du principe 14 des Principes de base relatifs au rôle du barreau, les avocats sont tenus d'agir à tout moment librement et avec diligence, conformément à la loi et aux normes reconnues et à la déontologie de la profession d'avocat. Conformément au principe 22 de ces mêmes principes, les pouvoirs publics doivent veiller à ce que toutes les communications et les consultations entre les avocats et leurs clients, dans le cadre de leurs relations professionnelles, restent confidentielles. En l'espèce, M. Donziger a proposé divers moyens de coopérer avec la justice des États-Unis sans trahir le secret professionnel, en expliquant clairement son souci de respecter ses obligations déontologiques en tant qu'avocat. Il a néanmoins été arbitrairement privé de sa liberté le 6 août 2019, ainsi que le Groupe de travail l'a établi plus haut.

85. De plus, le Groupe de travail a conscience que M. Donziger représentait des communautés autochtones et que, dans les faits, il s'est comporté comme un défenseur des droits de l'homme, conclusion semblable à celle à laquelle est parvenue la présidente de la sous-commission « droits de l'homme » du Parlement européen au mois de juin 2020.

86. Le Groupe de travail a conclu dans le passé qu'être un défenseur des droits de l'homme est un statut protégé par l'article 26 du Pacte<sup>24</sup>. Le Groupe de travail conclut donc que M. Donziger a été privé de sa liberté pour des motifs discriminatoires, à savoir en raison de son statut d'avocat et de défenseur des droits de l'homme, ce qui constitue une violation des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 2 1) et 26 du Pacte. Sa privation de liberté est arbitraire et relève de la catégorie V. Le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains pour examen et suite à donner.

87. Le Groupe de travail tient à souligner que les conclusions du présent avis relatives à la catégorie V se limitent strictement aux circonstances très spécifiques du cas de M. Donziger.

<sup>24</sup> Voir, par exemple, les avis n<sup>os</sup> 48/2017, 50/2017 et 19/2018; et A/HRC/36/37, par. 49.

## Dispositif

88. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de M. Donzinger est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 2, 3, 7, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, au paragraphe 1 de l'article 2, et aux articles 9, 14 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I, III et V.

89. Le Groupe de travail demande au Gouvernement des États-Unis de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M. Donzinger et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

90. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M. Donzinger et à lui accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international.

91. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de M. Donzinger, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de celui-ci.

92. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, au Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, au Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, ainsi qu'à la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent.

93. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

## Procédure de suivi

94. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M. Donzinger a été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si M. Donzinger a obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de M. Donzinger a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si les États-Unis ont modifié leur législation ou leur pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à leur charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

95. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

96. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire

savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

97. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin<sup>25</sup>.

*[Adopté le 6 septembre 2021]*

---

---

<sup>25</sup> Voir la résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.